

Le 11 janvier 2018

Réponse à la consultation publique sur la réforme des modalités de stockage de gaz en France

1. Préambule

Avec une consommation annuelle de près de 12 TWh, Le gaz naturel est l'une des principales sources d'énergie de l'industrie papetière et donc un poste de coût important pour notre secteur. En conséquence, les évolutions du cadre réglementaire relatif au gaz naturel peuvent avoir des impacts significatifs sur la compétitivité de nos usines.

S'agissant de l'accès aux stockages souterrains de gaz naturel, les obligations de stockage incombant actuellement aux fournisseurs portent uniquement sur les sites non-délestables raccordés au réseau de distribution. En effet, les sites industriels raccordés au réseau de transport et les sites industriels délestables raccordés au réseau de distribution, dont font partie les sites producteurs de pâtes, papiers et cartons, ne nécessitent pas de recours au stockage pour leur approvisionnement, car leur consommation n'est pas thermosensible. D'ailleurs, ce type de clients ne bénéficie pas de la garantie de continuité de la fourniture apportée par les stockages. Ces sites ne voient donc pas leur facture impactée par la réglementation liée au stockage de gaz.

Dans le cadre de la réforme de l'accès aux stockages, COPACEL souhaite que la Commission de Régulation de l'Energie maintienne ce principe : la différence entre les recettes des enchères et le revenu régulé des opérateurs de stockage doit être compensée par les consommateurs protégés. Le terme tarifaire de stockage ne doit donc pas impacter les sites industriels raccordés au réseau de transport et les sites industriels délestables raccordés au réseau de distribution.

Par ailleurs, COPACEL invite la CRE à prendre en compte la situation particulière des sites industriels qui utilisent des énergies renouvelables ou de récupération, ou de la cogénération gaz, pour leur production de vapeur et qui disposent fréquemment de chaudières de secours fonctionnant au gaz. Ces usines présentent fréquemment des profils de consommation de gaz irréguliers, sans pour autant être thermosensibles. Le terme tarifaire de stockage ne doit donc pas plus impacter ce type de sites qu'il n'impactera les sites ayant un profil de consommation plat. Dans le cas contraire, les nouvelles modalités de stockage de gaz provoqueraient une forte dégradation de la compétitivité de ces sources de chaleur vertueuses pour l'environnement.

2. Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Oui, COPACEL est favorable à ce que l'assiette de compensation des coûts liés au stockage corresponde à celle qui est utilisée pour calculer les obligations de stockage des expéditeurs dans le système actuel. Seront ainsi concernés les clients protégés au sens de l'article R. 421-3 du Code de l'énergie, dont les besoins en gaz doivent être satisfaits en priorité en cas de crise grave sur le réseau national. Il s'agit :

- des clients résidentiels ;
- des clients assurant des missions d'intérêt général ;
- des clients n'ayant pas accepté contractuellement des capacités interruptibles, ou pour lesquels un délestage présenterait un risque pour la sécurité ou l'environnement.

A l'inverse, les clients industriels raccordés au réseau de transport, et les clients industriels raccordés au réseau de distribution ayant accepté que leur approvisionnement soit interrompu en cas d'évènement majeur relatif à la sécurité d'approvisionnement du territoire, doivent être exclus de l'assiette de la compensation du coût de stockage. Le terme tarifaire additionnel inclus dans l'ATRT ne doit pas leur être facturé.

Cette assiette doit d'ailleurs être conservée au-delà de la période transitoire envisagée par la CRE, au nom du principe de l'utilisateur-payeur. Il s'agit, de plus, d'un enjeu de compétitivité important pour les industriels exposés à la concurrence internationale.


3. Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

Comme indiqué par la CRE dans la consultation, la méthode de calcul de l'assiette de la compensation de stockage fondée sur la différence entre les capacités souscrites et les consommations moyennes journalières est privilégiée à la fois par les gestionnaires de réseaux, par les expéditeurs et par le régulateur. Ce test doit inclure un test de « contre-modulation » afin d'exclure les clients contre-modulés de l'assiette du terme tarifaire de stockage.

COPACEL propose que ce test soit étendu afin d'exclure de l'assiette de compensation les clients utilisant le gaz de manière ponctuelle (quelques jours à quelques semaines par an) et décorrélée des variations saisonnières de températures. C'est le cas des sites disposant de plusieurs sources d'approvisionnement en vapeur, dont la biomasse, les combustibles solides de récupération, les réseaux de chaleur ou les installations de cogénération, qui utilisent fréquemment le gaz comme énergie d'appoint ou de secours. Ces clients souscrivent des capacités bien supérieures à leurs consommations moyennes journalières et pourraient se retrouver pénalisés par la méthode 2, envisagée par la CRE.

COPACEL (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses) est un syndicat professionnel qui représente les entreprises françaises productrices de pâtes, papiers et cartons. COPACEL rassemble 75 entreprises, employant près de 12 500 personnes, et totalisant un chiffre d'affaires de près de 6 milliards d'euros.

COPACEL – 23, rue d'Aumale – 75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 53 89 24 00 – Fax : +33 (0)1 53 89 24 01 – Email : contacts@copacel.fr –  @COPACEL_